

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.816
17 juin 1957

FRANCAIS

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT SEIZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le lundi 17 juin 1957, à 10 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika :
rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du
Tanganyika [4a]

UN. LIBRARY

18 JUN 1957

UN/SA COLLECTION

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.816. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-18332

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA : RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA (T/1286, 1304, 1317, 1318; T/L.772) /Point 4 a de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président M. Fletcher-Cooke, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Tanganyika sous administration britannique, prend place à la table du Conseil.

Progrès social et de l'enseignement

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Permettez-moi de régler tout d'abord trois petites questions qui ne l'avaient pas été au cours de notre dernière séance, ainsi que de présenter quelques commentaires en ce qui concerne le document de l'UNESCO sur le progrès de l'enseignement, certains des chiffres et des faits relevés dans ce document n'étant plus d'actualité, car ils se fondent sur des renseignements maintenant périmés. En donnant certains chiffres réclamés dans ce rapport, je serai peut-être appelé à répondre à l'avance à certaines questions que l'on pourrait désirer me poser.

Je vais donc tout d'abord revenir sur trois petites questions qui avaient été posées par le représentant de l'Australie. Il avait demandé des renseignements au sujet des eaux qui se déversent dans le lac Victoria. A l'intérieur des frontières du Tanganyika, le lac Victoria reçoit douze affluents qui, bien que ne pouvant être qualifiés du nom de très grandes rivières, sont cependant plus importants que de simples cours d'eau locaux. Ces affluents exercent une influence sur le niveau du lac, et tout projet d'irrigation tendant à détourner ces cours d'eaux vers d'autres destinations auraient donc un effet direct sur ce niveau. Mise à part la question des consultations interterritoriales avec le Kenya et l'Ouganda, qui sont évidemment particulièrement intéressés par ce problème, il faut tenir compte d'un accord de 1929 concernant les eaux du Nil, accord qui exige des consultations internationales avec le gouvernement de Sa Majesté. Je n'aurai pas besoin de citer in extenso des passages de cet accord. Il me suffira de dire que, sauf accord préalable avec le Gouvernement égyptien, on ne peut entreprendre aucun travail d'irrigation ou de captation de nature à affecter le débit du Nil.

Telles étaient mes observations sur la première question.

La deuxième question soulevée par le représentant de l'Australie concernait la diminution du revenu des exportations de 1954-55 à 1955-56. La suppression des taxes d'exportation du café explique cette diminution. Le représentant de l'Australie a également relevé l'augmentation des revenus provenant des impôts indirects. Ces revenus sont fournis avant tout par la bière, les cigarettes et le tabac, et leur augmentation reflète évidemment une augmentation correspondante de la consommation de ces produits. Depuis la fin de la guerre, les revenus annuels ont, dans cette rubrique, augmenté régulièrement, ce qui est dû au nombre croissant d'Africains qui ont pris goût pour ces produits et qui peuvent se les offrir.

La troisième question mentionnée par le représentant de l'Australie était celle que l'on trouve à la page 203, au point 45, sous le titre de "transferred revenue". Cette expression s'applique aux recettes encaissées par le gouvernement central et transférées ensuite aux diverses autorités au nom desquelles les recettes ont été encaissées. Je puis donner deux exemples à ce sujet. La taxe sur le café est encaissée par le gouvernement et transmise ensuite au "Coffee Board". La taxe sur l'enseignement des non-autochtones est encaissée par le gouvernement et transférée ensuite aux diverses autorités chargées de l'enseignement. Il existe, bien entendu, d'autres taxes encore qui sont transférées du Gouvernement central aux autorités autochtones compétentes.

Je passe maintenant à la question de l'enseignement. Au cours d'une précédente séance du Conseil, je crains d'avoir créé un certain malentendu en expliquant la signification du terme "Standard VIII" en ce qui concerne l'ordonnance pour les élections du Conseil législatif. J'avais indiqué que, l'expression "Standard VIII" correspondant à huit ans d'école à partir de la première classe primaire, il pouvait s'agir d'enfants ayant fréquenté l'école de cinq à treize ans. Je dois dire, cependant, que très peu d'enfants africains vont à l'école si tôt. La plupart d'entre eux ne commencent leur instruction primaire qu'aux environs de 7, 8 ou 9 ans, de sorte que les huit années d'école dont je parlais les mènent jusqu'aux environs de 16 à 18 ans, au lieu des 13 ans que j'avais mentionnés.

Je voudrais demander aux membres du Conseil de revenir au document de l'UNESCO (T/1304), certaines des observations - d'ailleurs très utiles - présentées en ce qui concerne l'enseignement au Tanganyika nécessitant certains amendements. Les chiffres cités dans ce document et les conclusions qui en sont tirées sont en effet quelque peu périmés, puisque l'UNESCO a fondé ses remarques sur les seuls renseignements disponibles alors, et tirés principalement du rapport de 1955. Sur certains

points, l'UNESCO avait demandé des précisions qui ne purent lui être données à temps. Je crois donc qu'il serait utile que je donne certains renseignements complémentaires au conseil.

Le paragraphe 5 de la section du rapport de l'UNESCO parle des débats ayant eu lieu au Tanganyika au sujet de la proportion du budget autochtone attribuée à l'enseignement, par opposition à la proportion des dépenses totales consenties dans ce domaine de l'enseignement sur l'ensemble du territoire. Je voudrais préciser qu'aux termes du plan d'enseignement quinquennal, les autorités autochtones sont invitées à contribuer dans la proportion de 80 pour 100 aux dépenses d'investissement et de 50 pour 100 aux dépenses courantes pour les classes primaires et intermédiaires. Tel est l'objectif poursuivi et, cet objectif ne pouvant être atteint d'un seul coup, des mesures sont prises pour que les autorités locales contribuent aux frais entraînés par le programme prévu.

Une autre précision, au sujet du paragraphe 20. Ce paragraphe relève qu'il est regrettable que les écoles primaires gouvernementales deviennent payantes, "car une telle mesure, si elle a peu de chances d'assurer de gros revenus, risque en revanche d'entraver les progrès de l'instruction". Je voudrais faire quelques observations à cet égard.

Tout d'abord, je dirai que les frais de scolarité réclamés ne se montent qu'à 10 shilling, et ils ne sont pas exigés dans certains cas. Ces contributions ne sont destinées qu'à faire face aux frais d'achat de matériel et de livres, et tant les écoles confessionnelles que les écoles primaires autochtones réclament une semblable contribution. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a estimé devoir suivre la même procédure. L'instruction primaire n'étant pas encore universelle au Tanganyika, nous estimons qu'il est raisonnable d'exiger une petite contribution financière des personnes qui, actuellement, peuvent être considérées comme privilégiées, puisqu'elles peuvent envoyer leurs enfants à l'école. On ne prétendra pas que la somme de 10 shilling par année, qui n'est d'ailleurs pas exigée des parents qui ne pourraient pas la payer, risque d'entraîner les effets envisagés dans les commentaires de l'UNESCO.

Au paragraphe 24 du document de l'UNESCO, il est dit que "les changements constatés dans le domaine de l'enseignement supérieur ne révèlent pas cette progression constante". Etant donné les chiffres qui étaient à la disposition de l'UNESCO à cette époque, cette observation est peut-être fondée; mais depuis lors, la situation a beaucoup évolué. Je désire attirer l'attention du Conseil de tutelle sur les derniers événements qui se sont produits en ce qui concerne l'enseignement professionnel; les chiffres ne paraissent impressionnants.

En 1957, le nombre total des élèves fréquentant l'école commerciale d'Ifunda, était de 501. En outre, la nouvelle école de commerce de Moshi a été ouverte en avril 1957; cette école peut prendre 96 étudiants et les former en ce qui concerne les techniques de la construction. De plus, un noyau de 15 étudiants qui se sont formés à l'Institut technique de génie civil de Dar es-Salam, a commencé ses études à Tabora, en attendant que soient construits à Dar es-Salam les bâtiments de l'Institut qui doivent être terminés cette année. En outre, une centaine d'étudiants suivent les cours commerciaux de l'Institut qui se tiennent dans des locaux temporaires à Dar es-Salam.

Au Collège commercial de Moshi, qui s'est ouvert au début de cette année et qui est une institution privée financée par l'Union coopérative des autochtones du Kilimandjaro, 45 étudiants suivent les cours complets et une centaine fréquentent partiellement ces cours. J'ai vu ce collège; c'est un édifice impressionnant et il est doté d'un personnel extrêmement qualifié; il peut loger 200 élèves. Nous espérons qu'un plus grand nombre d'étudiants seront à même de fréquenter ce collège; il y a certainement de la place pour eux.

Toujours dans le domaine de la formation professionnelle, un Conseil des examens techniques a été constitué cette année pour l'Afrique orientale; ce Conseil travaillera en collaboration avec les organes d'examens reconnus au Royaume-Uni; il est intéressant de noter que le nombre des élèves fréquentant le Royal Technique College de Nairobi a également augmenté. Au cours de l'année scolaire 1956-57, il y a 26 étudiants; 17 nouveaux élèves se sont fait inscrire, cette année, pour l'année scolaire 1957-58.

Le texte du paragraphe 25 du document de l'UNESCO me semble comporter une confusion en ce qui concerne le nombre d'étudiants africains fréquentant les institutions d'enseignement supérieur hors du Territoire. Je ne sais pas au juste

comment ces chiffres ont été calculés; mais il me semble utile de donner quelques indications sur la situation actuelle.

Au cours de l'année scolaire 1956-57, le nombre des étudiants fréquentant les cours de Makerere était de 167; pour l'année scolaire 1957-58, il y aura 52 nouveaux étudiants africains, ce qui portera le total des étudiants africains à 182. Il est intéressant de noter que, sur les 52 nouveaux élèves, il y en a 34 qui suivront des cours de sciences; 17 se sont fait inscrire au cours de littérature et un à l'école des arts. En outre, - et il se peut qu'on n'ait pas tenu compte de ce fait dans les chiffres originaux - 49 Africains du Tanganyika suivront des cours d'enseignement supérieur hors de l'Afrique-Equatoriale : 24 au Royaume-Uni et dans la République irlandaise, 10 aux Etats-Unis, 12 dans l'Inde, 2 au Pakistan et un au Japon. Ces chiffres ne comprennent pas les boursiers du British Council qui font de courts séjours au Royaume-Uni pour de brèves études.

Au paragraphe 29 des observations de l'UNESCO, nous lisons qu'"il est regrettable que le rapport de 1955 ne donne aucun renseignement sur le nombre de maîtres en exercice" (T/1304, p. 26). A cet égard, je voudrais donner des renseignements sur certains faits nouveaux. En tout cas, je voudrais faire remarquer que, même en se fondant sur les chiffres donnés en 1955, il n'est pas juste de dire, comme le fait l'UNESCO qu'il y a en moyenne, pour chaque maître, jusqu'à 59 élèves dans les écoles primaires. Cette proportion ne tient pas compte du système des doubles sessions. En fait, la proportion est de 29 élèves environ par instituteur.

Pour ce qui est des instituteurs, les chiffres actuels sont intéressants et encourageants. Voici le nombre d'instituteurs qui se formaient au cours de l'année 1957 : instituteurs pour la première classe : 188 hommes et 40 femmes; instituteurs pour la deuxième classe : 1.330 hommes et 575 femmes; ces chiffres se rapportent aux nouveaux instituteurs qui se forment.

Pour ce qui est des instituteurs enseignant dans les écoles primaires et dans les écoles moyennes africaines, les chiffres suivants montrent une évolution encourageante. En 1955, il y avait 4.600 instituteurs et 600 institutrices; en 1956, le nombre des instituteurs dépassaient 5.000, mais le nombre des institutrices était resté le même que l'année précédente. En 1957, il y a près 5.500 instituteurs et 673 institutrices. Le nombre des maîtres - écoles moyennes a augmenté dans les mêmes proportions.

Le paragraphe 38 du document de l'UNESCO fait allusion aux activités culturelles. Le Gouvernement du Tanganyika sait parfaitement qu'il est nécessaire de fournir aux Africains des installations leur permettant d'exprimer leurs aspirations culturelles; récemment, nous nous sommes efforcés de faire oeuvre utile dans ce domaine. En 1956, par exemple, nous avons envisagé la possibilité de créer une académie des arts et sciences, afin de répondre aux besoins culturels des Africains instruits qui, pour le moment ne peuvent que difficilement exprimer leurs aspirations dans ce domaine, et afin d'encourager l'intérêt qui s'éveille à s'instruire davantage.

Néanmoins, nous ne disposons pas de fonds suffisants et il n'existe aucune perspective immédiate de pouvoir créer cette académie. Cependant, l'organisation de cours tels que des cours de danse et d'arts, au centre de Dar es-Salam marque un réel début.

On espère que ces activités - et d'autres qui seront consacrées à d'autres arts, y compris le théâtre - permettront de constater qu'il existe, parmi les Africains instruits, un intérêt suffisant pour que le Gouvernement s'estime justifié à les poursuivre plus avant.

Une question connexe fait l'objet du paragraphe 39 des observations de l'UNESCO. Je rappellerai qu'en 1956 le personnel de l'Indépendant Tanganyika Broadcasting Corporation a fait enregistrer un certain nombre de chants locaux et de danses dans diverses parties du Territoire, ainsi que de la musique occidentale, des chansons et des chœurs modernes. Tous ces enregistrements ont été radiodiffusés et il s'est révélé que c'était là une des formes les plus populaires des émissions radiophoniques. On a entrepris la fabrication de disques réalisés d'après ces émissions, en particulier un festival dramatique de la Jeunesse qui a eu lieu en avril de cette année, à Dar-es-Salam; ces disques seront mis en vente. La qualité artistique de ce festival de la Jeunesse a été très élevée et le Consul britannique, sous les auspices de qui il a été organisé, s'est vu encouragé à poursuivre et à développer ce genre d'activités.

Au paragraphe 41 des observations de l'UNESCO, j'ai le regret de devoir signaler une erreur de fait. On déclare que "la plupart des écoles primaires possèdent des bibliothèques". Malheureusement, ce n'est pas exact. Mais il existe, d'autre part, un service des bibliothèques qui se développe constamment dans le Territoire. Un grand nombre de caisses de livres ont été mises à la disposition de diverses institutions dans tout le Tanganyika, y compris les prisons, les centres de formation, les écoles, les autorités autochtones et les centres communautaires. Ces caisses contiennent une centaine de livres.

Dans mon exposé liminaire, j'ai déjà parlé de l'augmentation très sensible du tirage des divers journaux rédigés en langue swahili. Il est donc inutile que je revienne en détail sur cette question qui est traitée au paragraphe 42 des observations de l'UNESCO. Qu'il me suffise de dire que la demande des journaux rédigés en swahili semble être illimitée et presque tous les journaux, qu'ils soient quotidiens, hebdomadaires ou mensuels, ont une diffusion toujours plus grande.

Au paragraphe 43, il est question des programmes de radiodiffusion. Si ce renseignement intéresse le représentant de l'UNESCO, je dispose de certains chiffres et de certaines données à cet égard et je pourrai les lui communiquer.

Au paragraphe 44, on peut lire que l'"on a noté avec intérêt les efforts déployés dans le Territoire pour produire localement des films récréatifs". Je dois dire au Conseil que ce programme a maintenant pris fin et que le Territoire

ne possède aucun service chargé de produire des films. Mais nous avons acquis un grand nombre de films documentaires qui ont été achetés au Royaume-Uni et qui sont venus s'ajouter à notre cinémathèque. J'ai à ma disposition un répertoire des nombreux films que possède cette cinémathèque et je serai très heureux de le communiquer au représentant de l'UNESCO. Les films sont utilisés essentiellement comme auxiliaires visuels par les fonctionnaires chargés du progrès social, qui disposent de services mobiles, dans le cadre des campagnes sanitaires et autres. Ces films sont projetés par les soins des clubs, des particuliers, des écoles, des missions, etc.

Enfin, au paragraphe 45, l'UNESCO mentionne la question des auxiliaires visuels. Nous avons nommé un fonctionnaire chargé de cette question et qui s'occupe essentiellement de produire des affiches, des illustrations et de donner la formation nécessaire au personnel des groupes mobiles afin d'améliorer la situation sanitaire du Territoire.

Pour terminer, je voudrais citer les derniers chiffres relatifs à la fréquentation scolaire. Ces chiffres sont également encourageants. En 1957, pour les classes I à IV, le nombre des inscriptions a été d'environ 361.000 élèves; pour les classes V à XII, le total est de l'ordre de 40.000. Ces chiffres représentent des améliorations par rapport aux années précédentes et ils sont encore plus impressionnants qu'ils ne le paraissent, car il ne s'agit pas seulement d'une augmentation quantitative, mais également qualitative. Les résultats des examens, en 1956, ont fait ressortir une amélioration considérable par rapport aux années précédentes. En 1955, 704 garçons et 21 filles avaient réussi aux examens; en 1956, les chiffres ont été respectivement de 796 garçons et 77 filles. On a également enregistré une augmentation du nombre des enfants ayant obtenu le Cambridge Certificate. Je ne veux pas abuser de la patience du Conseil en donnant des chiffres très détaillés, mais, dans toutes les catégories, on enregistre une amélioration très marquée, tant sous le rapport du nombre que de la qualité des candidats.

M. FIELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais): A la suite de cet exposé très détaillé sur la situation de l'enseignement dans le Territoire, une ou deux questions que ma délégation avait l'intention de poser ont reçu des réponses. Il ne me reste donc plus que deux points sur lesquels je voudrais obtenir des précisions.

Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a déclaré que les recommandations faites par le Comité de l'enseignement supérieur qui a visité le Territoire en 1955, sous la présidence de Sir Alexander Carr Saunders, ont été étudiées et qu'un groupe de travail avait été constitué pour examiner la possibilité de créer un collège universitaire dans le Territoire, conformément aux recommandations du rapport établi par ce Comité.

Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des détails sur les recommandations du Comité et nous dire combien de temps il faudra, approximativement, pour que ce collège universitaire puisse commencer à fonctionner?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

En ce qui concerne la première partie de la question, le rapport a abordé le problème d'une façon sage mais prudente. Il a estimé que la création d'un nouvel établissement d'enseignement supérieur au Tanganyika ne s'imposait pas jusqu'au moment où l'on estimerait insuffisantes les institutions existantes. A présent, nous n'avons pas encore rempli notre contingent et nous sommes en mesure d'accepter davantage d'étudiants du Tanganyika, à titre de boursiers. Nous espérons que cette situation ne se maintiendra pas indéfiniment mais, pour le moment, étant donné nos ressources financières, il ne nous semble pas sage d'investir des fonds considérables pour créer une nouvelle institution, puisque nous ne sommes pas convaincus que les institutions existantes ne nous suffisent pas.

Quant à la deuxième partie de la question, je ne puis y donner de réponse précise. Je ne sais pas moi-même si la création d'une université au Tanganyika constituerait une suggestion pratique d'ici quelques années, et ceci pour les raisons que j'ai expliquées. Mon gouvernement, néanmoins, est anxieux d'avoir une politique à long terme sur cette question; il désire acquérir un emplacement et avoir des plans préparés; il a déjà créé un Comité pour veiller sur les versements qui ont été affectés aux fonds destinés à financer ce projet et dont une partie des intérêts sera consacrée à l'augmentation des bourses réservées à l'enseignement supérieur en dehors du Tanganyika. La question de temps dépendra donc de la façon dont les établissements existants pourront ou non répondre aux besoins en matière d'éducation.

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a indiqué qu'un nouveau plan de développement dans le domaine de l'éducation, en 1957-1961, avait été approuvé en principe par les organes législatifs. L'un des buts de ce nouveau plan de développement est de consolider et d'améliorer les écoles primaires. Il a déclaré également que divers problèmes qui s'étaient posés du fait de l'expansion rapide de l'éducation primaire au cours des dix dernières années avaient été pleinement reconnus et que l'on en avait tenu compte dans le nouveau projet. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire quels sont certains de ces problèmes qui se sont posés à propos de l'éducation primaire, au cours de l'élaboration de ce premier plan décennal?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je crois que l'un des problèmes a été la pénurie de fonds. Les chiffres à la fin du plan étaient très différents de ceux au début du plan, en raison de l'augmentation des prix de revient, de l'augmentation des salaires et des études de formation des professeurs, etc., et l'évaluation finale s'est élevée à trois fois l'évaluation originale à laquelle on était arrivé pour ce plan. Un problème strictement financier s'est donc posé ici.

D'autre part, c'est un fait que dans nombre de régions nous n'avons pas encore réussi à faire comprendre aux Africains combien il est souhaitable, non seulement d'envoyer les enfants à l'école, mais de les y maintenir. A Dar-es Salaam, par exemple, 71 pour 100 des places réservées aux enfants africains dans les écoles primaires sont occupées, alors qu'il y a des places, sinon pour tous les enfants, du moins pour 29 pour 100 de plus que ceux qui fréquentent les écoles. Il y a aussi beaucoup de "désertion" et d'absentéisme. Le gouvernement s'intéresse beaucoup à cette question dans l'enseignement primaire et s'efforce d'encourager et de développer l'intérêt que la population africaine manifeste pour l'éducation de ses enfants. Je m'empresse d'ajouter que cette situation n'est pas générale. Au contraire, parmi les Chaggas, par exemple, je crois que 95 pour 100 des enfants d'âge scolaire fréquentent les écoles primaires, ce qui est fort encourageant. Je voudrais que le même intérêt pour l'instruction soit manifesté par certaines autres tribus.

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais poser maintenant une question concernant le domaine social. Dans le rapport annuel pour 1955, il est dit qu'au cours de sa dix-septième session le Conseil de tutelle a noté avec intérêt qu'une étude sur le revenu national avait été entreprise et qu'il avait demandé à l'Autorité administrante de lui communiquer les résultats de cette étude. Le rapport annuel nous informait que cette étude, entreprise par deux économistes britanniques, avait été déterminée en 1956 et qu'un rapport serait fourni en 1957. Le Représentant spécial pourrait-il nous indiquer si ce rapport est maintenant disponible et, si tel est le cas, quelles en sont les principales conclusions ?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Ce rapport n'a pas encore été publié, en grande partie parce que le travail de statistique pour l'établissement de certains des chiffres qui figurent au rapport n'a pu encore être achevé. Comme les membres du Conseil s'en souviendront, dans ma déclaration liminaire j'ai mentionné les chiffres de revenu national pour trois années, et ces chiffres étaient un extrait préliminaire de ce rapport. Je n'ai pas encore vu moi-même ce rapport que le membre chargé des affaires financières et économiques est en train d'étudier. Nous avons obtenu l'autorisation des auteurs du rapport de citer les quelques chiffres en question au Conseil législatif parce que le travail de statistique n'était pas encore terminé. Je crois qu'il le sera dans quelques mois, et le texte du rapport sera certainement fourni à la Mission de visite, s'il est prêt au moment où la Mission se rendra dans l'Est Africain; dans le cas contraire, il sera envoyé au Conseil de tutelle directement.

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation remercie le Représentant spécial pour ses réponses très complètes à nos questions.

M. BARGUES (France) : Je n'ai que deux questions à poser au Représentant spécial. Une ordonnance est intervenue au cours de l'année 1956 concernant la vente et la consommation des boissons spiritueuses. Parmi les dispositions de cette ordonnance, il y en a une qui a retenu l'attention de ma délégation. La vente de spiritueux aux populations indigènes était interdite précédemment, conformément, je pense, aux mesures d'application de la Convention de St Germain. Des dispositions de ce genre comportaient nécessairement une discrimination entre différentes catégories de la population. Cette discrimination serait supprimée à partir de la mise en application de l'ordonnance qui a été fixée, je crois, au 1er mars 1956. Je suppose donc maintenant que la vente de boissons spiritueuses est libre à tous, quelle que soit l'origine ethnique de l'acheteur. Ce que je désirerais savoir - et je pense que le Représentant spécial pourra me donner sur ce point une information, malgré la date relativement récente de la mise en application de l'ordonnance - c'est si cette levée de l'interdiction qui existait précédemment a eu une influence sur la consommation d'alcool. En d'autres termes, est-ce que les clients, qui n'avaient pas la possibilité d'acheter librement des boissons spiritueuses antérieurement, ont profité maintenant de la levée de l'interdiction et se sont mis à consommer de l'alcool?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Je crois que, comme dans nombre de cas de cette espèce, le fruit défendu est bien plus recherché que celui qui ne l'est pas; depuis que l'interdiction a été levée, l'augmentation en ce qui concerne les boissons spiritueuses n'a pas été très forte. Il y a naturellement eu une augmentation constante dans la consommation de la bière - j'en ai parlé il y a quelques instants à propos de l'augmentation des droits de douane. Je crois que dans ce cas particulier la plupart des Africains étaient opposés au système de prohibition à l'origine, plutôt par principe que parce qu'ils désiraient acheter une grande quantité de spiritueux. Je puis donc répondre brièvement au représentant de la France qu'il n'y a pas eu d'augmentation considérable ou appréciable de la consommation de spiritueux, mais une certaine augmentation progressive de la consommation de la bière.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Outre les alcools importés, il y a des quantités considérables d'alcools fabriqués dans le Territoire.

M. BARGUES (France) : Je sais, en effet, que le contrôle est relativement aisé à établir en ce qui concerne les importations d'alcools, mais que les distillations plus ou moins clandestines d'alcools locaux sont très difficiles à connaître. J'en ai d'ailleurs eu l'expérience dans d'autres Territoires.

Je passe à ma deuxième question. Jusqu'à une date récente, les services de la radiodiffusion étaient assurés par le gouvernement. Depuis 1956, a été créée la Tanganyika Broadcasting Corporation à laquelle semble avoir été transféré l'ensemble des attributions antérieurement dévolues au gouvernement. Je serais désireux tout d'abord de savoir si ce que je dis là est exact et, dans l'affirmative, quels sont les rapports existant entre ce nouvel organisme et le gouvernement. En d'autres termes, un accord a-t-il été conclu entre le gouvernement et la Tanganyika Broadcasting Corporation, donnant le droit à celle-ci d'assurer les émissions radiophoniques et dans quelles conditions le gouvernement assure-t-il le contrôle de ces émissions? Est-ce que la Tanganyika Broadcasting Corporation est libre d'établir le programme de ses émissions ou est-ce que le gouvernement lui impose un certain nombre d'obligations?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La réponse à cette question est que, en gros, la Tanganyika Broadcasting Corporation est un organe indépendant du genre de la British Broadcasting Corporation. Le régime est à peu près le même. Le contrôle gouvernemental, qui ne s'étend certainement pas à la préparation et à la composition des programmes, est limité au fait que c'est le Gouverneur qui nomme le Président et les autres membres du Conseil d'administration. Il s'agit donc d'une société essentiellement indépendante, administrée par son propre conseil; mais, comme les membres de ce conseil sont nommés par le Gouverneur, ils connaissent la politique générale de celui-ci. Cependant, il n'y a pas ingérence quotidienne dans leur activité. Il s'agit donc d'une organisation indépendante.

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas d'autres questions à poser. Je remercie le Représentant spécial de l'obligeance avec laquelle il a bien voulu me fournir les renseignements que je lui ai demandés.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : J'ai quelques questions à poser au sujet de la garantie des libertés publiques. Au paragraphe 386 du rapport annuel, il est dit que les activités des associations sont soumises aux dispositions de l'ordonnance sur les sociétés et que l'on peut refuser le droit de réunion à ces associations sous réserve de la possibilité d'appel au Gouverneur-en-Conseil. Ma délégation aimerait savoir si la décision du Gouverneur-en-Conseil est définitive ou si les tribunaux peuvent intervenir.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je serais reconnaissant au représentant du Guatemala de bien vouloir préciser à quelle partie du paragraphe 386 il se réfère. S'agit-il de la deuxième phrase de ce paragraphe où il est dit que le Gouverneur-en-Conseil a le pouvoir, en vertu des dispositions du code pénal, d'interdire l'importation de publications indésirables? Si c'est de cela qu'il s'agit, je répondrai que la décision du Gouverneur est définitive. Il n'y a pas de possibilité d'appel aux tribunaux contre une décision de cette nature.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma question se réfère aux quatre dernières lignes de la page 85 où il est dit : "Les activités des associations sont soumises aux dispositions de l'ordonnance sur les sociétés..."

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, le représentant du Guatemala demande si l'on peut recourir contre une décision intervenant après appel au Gouverneur-en-Conseil. Ma réponse est non.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je dois donc penser que le registre des associations est soumis au bon plaisir du Gouverneur-en-Conseil.

Je passe à une autre question. Au paragraphe 387 du rapport annuel, il est dit qu'il n'y a pas de loi spéciale ou d'instrument juridique réglementant la liberté de la presse, mais que cette liberté est assurée par le fait qu'aucun éditeur ou qu'aucune personne participant à la production ou à la distribution d'une publication quelconque ne peut être soumis à aucune action gouvernementale, sauf s'il a été jugé et condamné par un tribunal pour infraction à une loi. Le Représentant spécial peut-il me dire si une critique à l'égard d'un fonctionnaire ou d'un membre du gouvernement peut constituer une injure susceptible d'amener l'auteur devant les tribunaux ordinaires?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les cas de calomnie seuls sont passibles des tribunaux ordinaires.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais savoir si le Gouvernement du Tanganyika n'a pas envisagé la possibilité de faire juger les délits de presse par un tribunal spécial.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non; comme je l'ai déjà dit, la loi stipule que tous les cas de ce genre relèvent de la compétence des tribunaux ordinaires et je crois savoir qu'il n'y a pas eu de tels cas depuis quelque temps déjà. Cela ne signifie pas que les journaux ne publient pas de critiques à l'égard des fonctionnaires; mais nous accueillons volontiers les critiques faites de bonne foi et celles qui ont paru jusqu'ici ont été faites de bonne foi et ne peuvent être qualifiées de diffamation.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma question suivante porte sur le paragraphe 428 du rapport annuel. Pour le bien comprendre, il faudrait savoir si le nombre d'heures de travail journalier n'est pas déterminé et s'il est laissé à la discrétion des entreprises. Est-ce que cette question est envisagée dans les plans du gouvernement en matière de législation ouvrière?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non, il n'y a pas un nombre maximum de journées prescrit par la loi, mais, comme le représentant du Guatemala le comprendra, certaines dispositions sont utilisées lors des négociations collectives entre les employeurs et les syndicats et c'est dans ce cadre que les syndicats établissent leurs positions et fixent la durée normale de la journée de travail, par exemple, huit heures, et stipulent que tout travail supplémentaire comportera un paiement pour heures supplémentaires. Mais il n'y a pas de dispositions légales fixant une durée maximum de la journée de travail.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le Représentant spécial de ce renseignement. En effet, si j'ai posé cette question, c'est que je pensais au problème de la fixation de la rémunération pour heures supplémentaires; mais comme je viens d'apprendre que cette question est traitée dans le cadre des contrats que passent les employeurs avec les syndicats, je suis satisfait.

Je voudrais poser une autre question : au paragraphe 421 du rapport annuel, on semble envisager encore quelques cas de subsistance de travail que l'on pourrait appeler obligatoire ou de travail forcé. Il s'agirait d'un travail exigible pour certains services essentiels ou dans des cas exceptionnels. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner quelques éclaircissements à ce sujet?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, il y a encore au Tanganyika des dispositions très limitées prévoyant une certaine forme de travail obligatoire, avec des restrictions très sévères, et je pourrais peut-être donner au Conseil quelques indications à ce sujet.

Tout d'abord, le travail obligatoire est maintenu pour le portage, les petits travaux de nécessité publique de nature essentiellement locale, et pour certains autres travaux ou services d'ordre public, conformément aux articles 7, 10 et 18 de la Convention du Bureau international du Travail No 29.

Ces pratiques ne sont maintenues qu'avec l'arrière-pensée qu'elles seront progressivement abolies, comme c'est d'ailleurs le cas. L'abolition complète du travail obligatoire est une préoccupation constante, mais l'on ne saurait

dire quand cet objectif sera atteint. Je voudrais indiquer certaines des raisons pour lesquelles il est encore nécessaire de conserver ces mesures obligatoires. Je voudrais dire aussi quelles sont les limites imposées au travail obligatoire.

Le portage, par exemple, est une nécessité administrative dans certaines régions où il n'existe pas de travail volontaire en raison du plein emploi, et alors qu'il n'y a pas de routes pour les véhicules mécanisés. On n'a recours à ce portage obligatoire que dans les régions où, étant occupée par ailleurs, la population ne peut fournir les prestations demandées, et on n'y a recours que lorsque tous les efforts ont échoué pour obtenir des volontaires.

La durée de ce portage obligatoire est limitée à trente jours par individu et par an.

Les petits travaux d'intérêt public comprennent les services assurés par les membres d'une communauté dans l'intérêt direct de celle-ci : construction de barrages, reboisement, drainage, mesures à prendre contre l'érosion des sols. Avant de demander à la population d'effectuer ces travaux, les fonctionnaires compétents consultent la communauté ou ses représentants.

Là encore, il y a des limitations. Les personnes employées à ces travaux ne peuvent l'être que dans une région suffisamment proche de leur domicile pour qu'elles puissent rentrer le soir chez elles; elles ne peuvent être employées plus de sept jours par an.

Le travail obligatoire exigé des personnes qui ne peuvent pas payer leurs impôts en espèces a été aboli en 1951. Toute personne travaillant à plein emploi pendant trois mois au moins chaque année est exemptée de travail obligatoire pour les travaux ou services publics. D'autre part, l'approbation du secrétariat de Dar el-Salam est exigée avant qu'il puisse être fait appel au travail obligatoire, sauf dans des cas exceptionnels tels que : inondations, calamités publiques; dans ces cas, le Commissaire de district peut autoriser lui-même le travail obligatoire.

Je suis sûr que les membres du Conseil comprendront qu'avec ces limitations et ces restrictions, et compte tenu des circonstances qui prévalent au Tanganyika, ce travail obligatoire est à la fois contrôlé et limité. Les personnes requises en ce qui concerne notamment le portage sont payées. Lorsqu'il ne s'agit pas de portage, mais de petits travaux d'ordre public, c'est l'intérêt de la communauté

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

qui est en jeu. Le travail obligatoire ne peut être exigé dans l'intérêt de particuliers, de sociétés, ou comme un moyen de punition collective.

Des mesures très sévères réglementent les distances à parcourir, les poids à porter et des inspections fréquentent assurent le respect de ces règlements.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le Représentant spécial des renseignements très complets qu'il vient de nous donner sur ce problème du travail obligatoire. Je veux passer maintenant à une question qui a trait à la santé publique.

A la page 115 du rapport, on trouve un tableau des maladies qui semblent sévir dans le Territoire. Ce tableau donne des chiffres de 1953 à 1955. Nous pouvons remarquer que certaines maladies ont augmenté dans une notable proportion. C'est par exemple le cas pour la variole, la malaria, la gonorrhée, la tuberculose pulmonaire. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire quelles sont les causes de l'expansion de ces maladies?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il est vrai que, d'après le tableau, certaines des maladies mentionnées - excepté la variole qui, en fait, a diminué progressivement entre 1953 et 1955 - sont en progression; le représentant du Guatemala a mentionné par exemple la gonorrhée. L'augmentation des cas de gonorrhée est due sans aucun doute à un meilleur diagnostic de ces cas et aussi au fait que la population connaît mieux les services que les installations d'hygiène publique peuvent leur rendre et va, par conséquent, se faire soigner plus fréquemment. Le nombre de cas enregistrés ne représente pas en fait une augmentation de l'incidence de la maladie, mais indique le nombre de cas reconnus et traités, qui, lui, a augmenté.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le Représentant spécial pourrait-il nous donner quelques précisions supplémentaires en ce qui concerne la participation locale aux services de santé publique, dont il est question dans le paragraphe 481 du rapport annuel? Il ressort du rapport que, dans les régions rurales, la population participe aux travaux d'hygiène publique par le canal des organisations gouvernementales locales. J'aimerais savoir si la population autochtone a fait preuve d'une coopération véritable à l'égard de ces organisations.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La population locale a fait preuve d'un désir très vif - je puis dire, même, toujours plus vif - de coopérer avec les autorités tant centrales que locales aux travaux de santé publique. Je crois avoir eu l'occasion de me référer deux fois déjà à la nouvelle unité chargée de préparer du matériel d'aide visuel, qui a été créée sous la direction d'un médecin qualifié et dont l'oeuvre s'étend à tout le Territoire. L'objectif recherché est de faire comprendre à la population locale le besoin de prendre certaines précautions sanitaires supplémentaires, ainsi que de l'encourager, dans les cas de maladie, à recourir aux services hospitaliers. Les succès remportés dans ce domaine ressortent clairement des chiffres mentionnés il y a quelques instants par le représentant du Guatemala et reflétant le nombre de cas traités dans les hôpitaux. Je suis persuadé qu'il y a, au Tanganyika, plus de 6.000 cas de tuberculose pulmonaire, et il est réconfortant de constater que tant de malades sont traités dans les hôpitaux. Cela prouve que les efforts des autorités locales en vue d'améliorer la santé publique sont couronnés de succès.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma dernière question au sujet du progrès social se rapporte à un problème qui a déjà été évoqué devant le Conseil de tutelle : celui des châtiments corporels. Dans le paragraphe 534 du rapport annuel, nous lisons que les châtiments corporels sont toujours appliqués pour punir certains délits. Le Représentant spécial pourrait-il nous présenter quelques observations en ce qui concerne les possibilités d'abolir cette sorte de châtiment dans un avenir rapproché?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Les préoccupations de l'Autorité administrante sont identiques, dans ce domaine, à celles du Conseil de tutelle. Le Gouvernement du Tanganyika sait que nous désirons tous voir l'abolition des châtiments corporels dans un avenir aussi rapproché que possible, c'est-à-dire dès que l'opinion publique du Tanganyika aura été amenée à accepter ce point de vue.

C'est dans cet esprit qu'un Comité interracial a été créé en 1953 pour examiner l'ensemble du problème. Dans le rapport qu'il a présenté la même année, ce comité a révélé que l'opinion publique était fortement opposée à la suppression des châtiments corporels applicables aux adultes et aux jeunes gens pour les punir de certains genres de délits.

L'application de ce châtiment est évidemment soumise à de sévères restrictions. Ne peuvent y être soumis les femmes, les hommes condamnés à mort ou les hommes ayant atteint 45 ans. En fait, ce châtiment est appliqué surtout, pour ne pas dire exclusivement, aux jeunes gens. On peut dire qu'il est appliqué avec toute la discrétion voulue. Si l'on ne recourait pas à cette punition, il faudrait la remplacer par de l'emprisonnement, ce qui aurait certainement des effets plus sérieux pour l'intéressé.

Le représentant du Guatemala peut être certain que la politique du gouvernement est dirigée dans le sens d'une abolition de ce châtiment. Il faut cependant noter que ce sont les tribunaux locaux - qui sont des tribunaux autochtones - qui imposent ce châtiment dans la plupart des cas. Cela démontre, je crois, que l'opinion publique - et plus particulièrement l'opinion publique africaine - n'est pas encore prête à voir disparaître les châtiments corporels.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je passe maintenant au problème de l'enseignement. Les remarques faites par le Représentant spécial au sujet du rapport de l'UNESCO ont répondu à certaines des questions que je voulais poser. Il en reste cependant quelques unes.

Tout d'abord, je voudrais savoir pourquoi on trouve si peu d'institutrices par rapport au nombre des instituteurs. Cette situation est-elle due à la condition de la femme dans le territoire? L'Autorité administrante a-t-elle tenté d'accroître l'intérêt manifesté par les femmes pour cette profession? En général, les femmes sont plus attirées que les hommes par l'enseignement, pour lequel elles ont une véritable vocation. Le Représentant spécial peut-il nous présenter quelques observations à ce sujet?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je pense que la raison réelle de la disproportion entre le nombre de maîtres et de maîtresses ne découle pas directement de la condition de la femme dans le territoire. Il faut plutôt chercher cette raison dans des autres facteurs relatifs au système de l'enseignement lui-même. Tout d'abord, l'instruction des filles n'a pas progressé au même rythme que celle des garçons, de telle sorte qu'avec l'argent disponible, le gouvernement a construit davantage d'écoles de garçons que d'écoles de filles. Cela signifie qu'il a fallu davantage de maîtres que de maîtresses. D'autre part, le nombre des écolières étant moins élevé, il en résulte que moins d'élèves, dans les classes de filles, ont atteint un niveau d'instruction nécessaire pour recevoir une formation de maîtresses.

Le représentant du Guatemala peut être certain, cependant, qu'un accroissement progressif se produit en ce qui concerne l'instruction des filles dans le territoire. Par exemple, 38 écoles intermédiaires pour les filles seront construites au cours de la prochaine période prévue dans le plan. Si tous les capitaux nécessaires pour construire ces écoles en cinq ans ne sont pas trouvés, il faudra étendre ce plan sur six ou sept ans. Il est évident que la construction de ces 38 écoles intermédiaires nouvelles pour les filles entraînera une augmentation des candidates à la profession enseignante, la demande étant plus forte.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a relevé les facilités dont pouvaient tirer parti les étudiants africains pour aller étudier à l'étranger. Nous savons que, l'an dernier, 34 Africains ont poursuivi des études à l'étranger. Il est regrettable que les ressources économiques ne soient pas suffisantes pour permettre d'étendre davantage ce système. Je voudrais savoir si ces étudiants ne se trouveraient pas en meilleure posture si le gouvernement leur assurait certaines ressources économiques pour leur permettre de poursuivre des études à l'étranger. De cette manière, l'objectif recherché ne serait-il pas plus facile à atteindre?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial)(interprétation de l'anglais) :

Il se peut qu'il y ait ici une certaine confusion entre deux genres d'études à l'étranger. Le représentant du Guatemala fait allusion à 24 Africains, qui font leurs études à l'étranger; il me semble que, lorsque j'ai mentionné ce chiffre, j'ai déclaré qu'il s'agissait de 24 Africains ayant accepté de bénéficier de bourses offertes par des gouvernements étrangers ou ayant été choisis pour en être les bénéficiaires. En fait, ainsi que je l'ai dit il y a quelques instants, environ 49 Africains bénéficient en ce moment de nouvelles bourses attribuées pour des études en dehors de l'Afrique orientale. Les autochtones du Tanganyika qui font des études au Royaume-Uni sont au nombre d'environ 300 ou 400, peut-être même davantage. En effet, certains d'entre eux se sont rendus au Royaume-Uni à titre privé et nous ne les connaissons pas tous.

Mais je suis sûr que, compte tenu de ce que j'ai dit dans ma déclaration liminaire, le représentant du Guatemala comprendra que nous avons doublé cette année le montant des crédits affectés aux bourses destinées à aider les étudiants à suivre des cours à l'étranger. Pour le moment, ces crédits s'élèvent à 18.000 livres. Je précise que cette somme n'a rien à voir avec le programme des bourses gouvernementales accordées pour des cours spéciaux de formation; elle est destinée aux candidats qui n'ont pas réussi à l'examen des bourses mais qui méritent d'être aidés et encouragés à se former à l'étranger. En ce qui concerne le Tanganyika, l'Administration désire voir les étudiants africains suivre les écoles d'outre-mer en aussi grand nombre que possible; elle désire voir le plus grand nombre possible d'étudiants africains acquérir au Tanganyika les qualifications nécessaires pour suivre les cours d'enseignement supérieur à l'étranger. Le seul avertissement que nous donnons aux boursiers qui vont à l'étranger est que nous désirons être sûrs que, lorsqu'ils auront acquis les diplômes nécessaires, ils rentreront au Tanganyika pour y travailler.

M. KESTLER (Guatemala)(interprétation de l'espagnol) : Si je comprends bien la réponse du Représentant spécial, l'Administration sera toujours prête à donner une assistance financière aux étudiants africains qui désirent suivre les universités de premier ordre à l'étranger.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial)(interprétation de l'anglais) : Bien entendu, il y a une limite aux montants dont nous pourrions disposer à cette fin. Si un très grand nombre d'Africains désiraient suivre ces cours, l'Administration devrait d'abord s'assurer que les candidats sont en mesure de profiter

de ces cours; elle doit également s'assurer que, lorsque ces étudiants auront acquis les diplômes que l'université où ils se rendent peut leur offrir, ils viendront augmenter les perspectives d'emploi au Tanganyika; en troisième lieu, si plusieurs centaines de candidats se présentaient, ils pourraient ne pas être possible - il ne serait pas possible en fait - à l'Administration du Tanganyika de répondre à cette demande. Néanmoins, l'Administration a pour politique générale d'encourager autant d'Africains que possible à faire leurs études outre-mer.

M. RIFAI (Syrie)(interprétation de l'anglais) : J'ai quelques questions à poser au sujet du domaine social. Ma première question concerne le paragraphe 420 du rapport annuel. Le Représentant spécial peut-il me dire si l'accord réalisé entre le Gouvernement du Royaume-Uni, en qualité d'Autorité administrante pour le Tanganyika, et le Gouvernement belge, en qualité d'Autorité administrante pour le Ruanda-Urundi, à propos de la main-d'oeuvre importée au Territoire est dû à un manque de main-d'oeuvre autochtone au Tanganyika, ou tout simplement au fait qu'il n'existe pas au Tanganyika des ouvriers spécialisés pour la culture du sisal? Selon toutes les apparences, la main-d'oeuvre importée est utilisée pour la production du sisal.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial)(interprétation de l'anglais) : Les travailleurs du Tanganyika jouissent, à cet égard, d'une liberté complète. En fait, nous recrutons de nombreux Africains hors du Territoire même. En 1956, nous en avons recruté environ 32.000, c'est-à-dire 6,7 pour 100 du nombre d'Africains employés au Tanganyika. Mais, d'autre part, un grand nombre d'Africains du Tanganyika vont chercher du travail hors du Territoire, principalement dans les pays du Sud, quoique certains se dirigent vers le nord après avoir quitté les districts du nord-ouest de la Province du Lac. Ces tendances à se déplacer pour chercher du travail sont très souvent constatées en Afrique.

Bien entendu, comme nous estimons que ces individus sont libres d'aller travailler là où ils le désirent, nous ne dressons aucun obstacle à leur départ; nous les laissons libres de s'en aller à condition qu'ils le fassent d'une manière régulière que nous puissions approuver les conditions de travail qu'ils trouveront hors du Territoire.

Je viens de dire que nous avons recruté environ 32.000 ouvriers africains hors du Tanganyika; sans aucun doute, c'était surtout pour les employer dans l'industrie du sisal. Par contre, environ 21.000 hommes du Tanganyika sont actuellement employés dans les Rhodésies et en Union Sud-Africaine, principalement dans les mines. Enfin, plus de 52.000 travailleurs, y compris les 32.000 de l'industrie du sisal, venant d'autres territoires que celui du Tanganyika ont travaillé dans le Territoire que nous examinons en ce moment. Par conséquent, les déplacements s'effectuent dans les deux directions; c'est une pure question de choix individuel qui dépend, en grande mesure, de la région du Territoire où vivent les Africains intéressés, de leurs traditions des conditions de vie de leur famille; dans beaucoup de cas, les pères ont tendance à suivre leurs fils dans leurs déplacements.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais ajouter que, puisque la main-d'oeuvre se rendra en tout cas de leur propre gré des régions intéressées en Ruanda-Urundi, les arrangements rendus possible par l'Accord signalé dans le rapport annuel prévoient - et cela présente certains avantages car cela permet de mettre de l'ordre dans ces mouvements - un certain pourcentage de main-d'oeuvre.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Ma seconde question a trait au paragraphe 46 du document de travail préparé par le Secrétariat. Je note qu'il n'existe en droit aucune discrimination raciale dans le Territoire sous tutelle. Cependant, il reste, dans les relations personnelles et sociales, quelques vestiges de discrimination raciale. Il semble que l'Autorité administrante ait établi des plans pour supprimer toute discrimination raciale du Territoire sous tutelle, et cela, graduellement, en commençant par l'enseignement. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si l'Autorité administrante a envisagé de prendre des mesures légales, étant donné surtout l'expérience - et d'avance je demande toute l'indulgence du représentant des Etats-Unis si je fais allusion à son pays - faite aux Etats-Unis d'Amérique, où les mesures légales prises ont eu des résultats plutôt réconfortants.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Je crois qu'il importe que toute mesure légale qui pourrait être envisagée soit en harmonie avec l'opinion publique. Le Gouvernement du Tanganyika a certainement le plus grand désir de recourir à tous les moyens possibles pour faire disparaître la discrimination raciale, sous quelque forme qu'elle se manifeste. Mais étant donné l'état actuel de l'évolution du Tanganyika, il n'est pas encore convaincu que des mesures législatives soient de nature à donner des résultats aussi bons que l'éveil de l'opinion publique, l'instruction donnée dans les écoles, l'exemple, etc. En d'autres termes, nous ne pensons pas, au Tanganyika, que des mesures législatives soient de nature à ajouter quoi que ce soit aux dispositions que nous prenons déjà pour faire disparaître la discrimination.

Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour parler de la dernière question soulevée par le représentant de la Syrie. Je voudrais préciser que les différents accords et dispositions que nous avons pris avec des territoires voisins en ce qui concerne l'afflux de main-d'oeuvre venant de ces territoires vers le Tanganyika, n'ont rien à voir avec une recherche de main-d'oeuvre; il s'agit uniquement des conditions dans lesquelles ces travailleurs volontaires se rendent au Tanganyika. En d'autres termes, il ne s'agit pas de se rendre dans un territoire et d'y recruter de la main-d'oeuvre. Nous savons que ces travailleurs viendront au Tanganyika parce qu'ils y trouveront la vie plus agréable, ou parce qu'ils aimeront le travail qui sera le leur, ou parce qu'ils obtiendront de bons salaires, ou parce qu'il n'y a pas de travail là où ils se trouvent. Etant donné que, de toute façon, ils viennent volontairement, le seul point sur lequel portent ces accords, c'est de veiller à ce que des dispositions soient prises pour assurer le transport des travailleurs, leur accueil, leur alimentation, dans des conditions satisfaisantes. Il n'y a pas là recrutement, au sens propre du terme.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais): Ma troisième question est la suivante. En décembre 1956, nous apprenons, le Conseil législatif a approuvé un plan quinquennal de développement des services médicaux, sous réserve que soient trouvés les moyens d'assurer son financement. J'ai été frappé par ces derniers mots, étant donné que j'ai toujours pensé que, lorsque des plans sont établis, il convient toujours de le faire en tenant compte des fonds disponibles. J'ai remarqué qu'en diverses occasions, le Conseil législatif du Tanganyika - ou même l'Autorité administrante - a élaboré certains plans en faisant dépendre leur mise en application de la possibilité de trouver les fonds disponibles à cet effet.

Le Représentant spécial pourrait-il nous dire si, lorsque des plans de cette nature sont élaborés, les autorités intéressées - ou ceux qui les établissent - ne sont pas au courant du montant des fonds disponibles?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais): Oui, d'une façon générale, les intéressés sont au courant, mais il faut beaucoup de temps pour préparer ces plans et, lorsqu'ils sont établis, c'est-à-dire lorsqu'ils sont prêts à être soumis au Conseil législatif pour y faire l'objet d'une discussion, la situation financière peut s'être modifiée, ce qui a été le cas du Tanganyika. Ce contretemps - et nous avons toutes raisons de penser qu'il ne s'agit que d'un contretemps - survenu dans la situation financière du Territoire est dû, ainsi que je l'ai indiqué dans mon exposé liminaire, à un certain nombre de causes, dont certaines à long terme, qu'il était impossible de prévoir au moment où l'on a commencé d'élaborer ce plan. De toute évidence, les autorités médicales pourraient dépenser dix fois plus que les crédits prévus dans le plan; de même, les autorités de l'enseignement pourraient dépenser dix fois plus que les crédits prévus dans le plan qui les concerne. Lorsqu'elles préparent leurs plans, on leur donne une indication générale des sommes dont elles pourront disposer, mais lorsque le plan est prêt, il est possible que les chiffres prévus à l'origine soient modifiés, ce qui a été le cas.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais): Je voudrais ajouter, car c'est un point important, que ceux qui établissent des plans, que ce soit en matière d'enseignement, de médecine, de services sociaux ou autres, devraient, à mon sens, tenir compte de la situation sociale et économique générale. En même temps, ils devraient être encouragés à établir des plans répondant raisonnablement aux besoins de l'évolution de l'enseignement ou des services de santé. Il est du plus grand intérêt d'établir des plans fixant un objectif aux efforts que l'on se propose d'entreprendre.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais): Je remercie vivement le représentant du Royaume-Uni de l'observation qu'il vient de faire. Je suis tout à fait d'accord avec lui pour reconnaître qu'il doit exister une sorte d'encouragement pour tout effort entrepris dans ce domaine. Je me rends compte également que ces plans doivent être fondés sur une évaluation réaliste des fonds disponibles. En effet, il est inutile d'établir des plans, si les fonds nécessaires à leur mise en application font défaut. Je crois qu'il serait souhaitable

d'en tenir compte à l'avenir.

Dans le document de travail préparé par le Secrétariat, nous lisons qu'en décembre 1956, une grève a été déclenchée par le Syndicat de l'hôtellerie et des gens de maison à la suite d'un différend créé par le renvoi de quatre employés. Il est indiqué ensuite que l'ordre de grève a été rapporté à la fin de l'année, la plupart des travailleurs ayant repris le travail. Je voudrais savoir sur quelle base cette grève a été réglée. A-t-elle été réglée après la réintégration de ces quatre employés? Ou bien ont-ils reçu satisfaction d'une façon ou d'une autre? Je n'ai pu trouver aucun renseignement à cet égard.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Il s'agissait d'une grève présentant un caractère assez particulier. En effet, trois garçons de restaurant, employés dans un hôtel local, avaient été renvoyés pour s'être enivrés dans leur travail. La grève s'est étendue à un nombre assez grand de personnes. Au cours de pourparlers de conciliation entre la direction de l'établissement intéressé et le syndicat, pourparlers engagés sous les auspices du Ministère du travail, la Direction avait offert de reprendre le chef des garçons comme garçon ordinaire. Il aurait pu être rétabli dans ses fonctions de chef après six mois de services satisfaisants. Les trois autres garçons auraient pu reprendre leur travail après avoir reçu un avertissement écrit. Le syndicat n'a pas accepté cette offre et, après de longues discussions, il a soudain présenté une demande d'augmentation de salaires allant de 300 à 450 pour 100. Le résultat a été que la plupart des personnes intéressées, qui appartenaient à ce syndicat, ont repris leur travail sans en avoir reçu l'instruction du syndicat, parce qu'elles se sont rendu compte que les circonstances qui avaient motivé la grève n'avaient absolument rien à voir avec le syndicat dans son ensemble. A l'origine, il ne s'agissait pas non plus de revendications concernant les salaires ou les conditions de travail, mais simplement de la situation regrettable dans laquelle s'étaient placés les quatre intéressés.

Je ne pense pas qu'il serait exact de dire que la grève a été officiellement réglée. Mais je puis donner l'assurance au représentant de la Syrie qu'un mois plus tard, presque tous les grévistes avaient repris le travail dans les conditions qui existaient auparavant. Quant au sort des quatre garçons dont la situation avait déclenché la grève, je ne suis pas en mesure de dire ce qu'il a été.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai plus de question dans le domaine social et je passe à celui de l'enseignement. Le Représentant spécial, au début de cette séance, nous a fourni quelques renseignements complémentaires dont nous lui sommes très reconnaissants. En effet, ces renseignements répondaient à des questions que nous avions l'intention de poser.

Toutefois, je voudrais faire quelques commentaires à propos du rapport de l'UNESCO, et notamment du paragraphe 43 de ce rapport. Le Représentant spécial allait nous donner quelque information à ce sujet, mais il ne l'a pas fait, probablement pour ne pas nous retenir davantage. Je voudrais lui poser la question de nouveau et le prier de nous dire quelques mots au sujet de la façon dont l'Autorité administrante procède pour intégrer la radiodiffusion dans les programmes scolaires ainsi que sur les aspects techniques des programmes de réception et d'émission. Je serais heureux d'avoir quelques détails à ce sujet.

M. FLETCHER -COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les renseignements que je puis vous donner sont très brefs, quoique, à mon avis, d'un grand intérêt.

En ce qui concerne la radiodiffusion dans les écoles, le Tanganyika possède le seul service scolaire de radiodiffusion dans les territoires africains qui prépare lui même tout son matériel. Pour des raisons relatives aux périodes de cours - en effet, les périodes scolaires ne sont pas les mêmes dans toutes les parties du Territoire, en raison de l'échelonnement des récoltes - les émissions scolaires pour le moment sont d'une période de huit semaines deux fois par an. Pendant ces périodes, les leçons sont radiodiffusées dans les écoles pendant une heure et demi chaque jour. Les deux buts de ces émissions scolaires au Tanganyika sont, tout d'abord, d'aider à enseigner l'anglais, particulièrement dans les écoles moyennes qui ne possèdent pas de professeurs européens; ensuite, d'aider à enseigner les principes civiques et donner des connaissances générales. Conformément à la nouvelle politique de l'Administration en matière d'éducation, suivant laquelle on s'efforce de développer l'usage de l'anglais dans l'enseignement, la plupart des émissions se font en un anglais très simple, quoique certaines de ces émissions sur des sujets particulièrement importants soient encore faites en souhaéli. En outre, plus de 250 écoles ont reçu des récepteurs de radio du gouvernement, à titre gratuit, pour pouvoir suivre ces émissions. Voici ce que je puis vous dire concernant le service scolaire de radiodiffusion.

Quant à l'ensemble de la question de la radiodiffusion, la responsabilité n'en incombe plus à l'Autorité administrante mais à l'"Independent Tanganyika Broadcasting Corporation", qui fait maintenant des émissions d'une heure et demie en souahéli trois matins par semaine, et de trois heures chaque soir; des émissions d'une heure et demie chaque soir. Les programmes en souahéli sont très variés, et nombre de leurs auteurs sont africains. Les programmes les plus populaires sont des programmes demandés par les auditeurs, les nouvelles locales et mondiales des questions et réponses, des jeux, des discussions, des émissions de l'extérieur, de la musique africaine et moderne, etc.

Au cours de la période de radiodiffusion en anglais, on insiste sur les programmes multiraciaux, c'est-à-dire des discussions multiraciales et des programmes de variété interraciale. Les programmes en anglais ne sont absolument pas destinés spécialement aux auditeurs européens mais plutôt aux Tanganyikais, de quelque race qu'ils soient, qui comprennent l'anglais. Nous avons également réussi à réduire considérablement les droits de douane sur les appareils de radio, ce qui a permis d'augmenter considérablement la vente de ces récepteurs dans tout le Territoire.

M. RAFAI (Syrie)(interprétation de l'anglais): Je remercie le Représentant spécial de cette réponse très détaillée.

Je voudrais passer maintenant à une autre question dans le domaine de l'éducation. Cette question découle de la déclaration faite par le Représentant spécial lorsque nous avons commencé l'étude de ce rapport. Il a dit, en parlant du Tanganyika Higher Education Trust Fund Board, ce qui suit :

"Cet organisme a été créé aux termes d'une ordonnance afin de gérer le Fonds d'entre-aide et de faciliter le développement des institutions d'enseignement supérieur. Le Fonds avait, à l'origine, un capital de 711.000 livres sterling résultant de la vente de biens ennemis à la fin de la dernière guerre." (T/PV.811, p. 24).

Je voudrais demander au Représentant spécial de nous dire quel est le Statut réel du Fonds à l'heure actuelle, et si le Fonds a le même capital qu'à l'origine ou si ce capital a beaucoup augmenté. Je voudrais connaître le statut réel du Fonds à l'heure actuelle. C'est ma première question.

(M. Rifai, Syrie)

Ensuite, je voudrais avoir des renseignements sur ces fonds. Cette somme est-elle consacrée uniquement à la création d'une université dans le Territoire ou, comme semble l'indiquer la déclaration du Représentant spécial, est-elle consacrée à l'enseignement supérieur en général? En effet, j'ai quelques autres chiffres qui ont été fournis à la Quatrième Commission l'année dernière par le Président du Tanganyika African National Union, qui a indiqué qu'il y aurait une somme de l'ordre de 3.200.000 francs, provenant des fonds de la Custodian of Enemy Property, à dépenser à des fins d'éducation - il faisait allusion à l'éducation supérieure. Je me demande si je ne fais pas une certaine confusion au sujet de ces deux sommes.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La position est la suivante. Le montant total des fonds de la Custodian of Enemy Property s'élevait, je crois, à 2.600.000 livres; ce montant a été divisé en quatre sommes d'environ 600.000 livres à 700.000 livres chacune, et l'une de ces sommes a été mise de côté pour commencer le financement d'une université dont je vais vous parler dans un moment. Les trois autres sommes sont destinées à l'éducation des Africains, des Asiatiques et des Européens, et la somme affectée à l'éducation des Européens a été consacrée en fait à la construction de nouveaux internats d'enseignement secondaire qui ne seront d'ailleurs pas exclusivement réservés aux Européens, mais qui seront multiraciaux, en ce sens que les élèves, les enfants d'autres races qui pourront profiter de l'enseignement qui sera donné dans ces écoles, y seront admis. Je pourrais peut-être donner quelques détails à ce sujet, car c'est un point sur lequel des renseignements erronés ont été donnés.

Ces écoles, appelées St Michael et St George, sont maintenant en cours de construction et, bien que le programme doive être le programme européen normal, les enfants d'autres races pourront y être admis à condition que leur mode de vie habituel soit tel qu'ils se sentent heureux dans un internat de type européen et que leurs parents soient capables d'en assumer les frais.

Voici donc à quoi ont été affectées les 600.000 ou 700.000 livres représentant le quart du montant des sommes provenant du séquestre des anciens biens ennemis destinées à l'enseignement des Européens. Je ne suis pas à même d'indiquer comment les montants destinés aux communautés indienne et africaine, qui sont égaux, ont été dépensés.

Nous passons maintenant au quatrième de ces montants égaux qui doit servir à l'enseignement supérieur.

Comme le représentant de la Syrie l'a dit, cette somme a été mise de côté pour servir de noyau aux fonds qui seront nécessaires à la création d'une université. Répondant à une question du représentant des Etats-Unis, j'ai indiqué que je ne pensais pas que ce projet puisse prendre corps dans un très proche avenir. Cependant, le gouvernement a estimé qu'il fallait mettre de côté certaines sommes à cet effet; ces sommes seraient grossies par les intérêts composés pendant dix ou peut-être quinze ans - peut-être davantage, peut-être moins - et il y aurait ainsi une somme plus forte au départ. Comme les membres du Conseil s'en souviendront, j'ai dit, dans ma déclaration d'ouverture, que le Conseil d'administration de ce Fonds, dont l'objectif primordial est de conserver cet argent pour la création de l'Université, a été sollicité d'autoriser l'utilisation d'une partie des intérêts pour augmenter le nombre des bourses destinées aux Africains afin qu'ils puissent se rendre dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger.

Le Conseil d'administration a répondu qu'il ne pouvait disposer de tous les intérêts mais qu'il accepterait d'en consacrer 50 pour 100 environ à cette fin. Cela représente environ 24.000 livres par an, les autres 24.000 livres d'intérêts devant servir à augmenter le Fonds initial. Les 24.000 livres ainsi disponibles pour des bourses s'ajouteraient aux 18.000 livres par an fournies à cette fin par le gouvernement. Cette somme totale sera utilisée en partie pour augmenter

le montant des bourses afin qu'elles puissent couvrir toutes les dépenses des boursiers et en partie pour aider les étudiants qui ont seulement une partie des qualifications requises afin qu'ils puissent bénéficier de cours spéciaux destinés à leur permettre de passer leurs examens.

J'espère que ces explications donneront satisfaction au représentant de la Syrie. Je comprends que la situation lui ait paru confuse et qu'il n'ait pas pu se rendre compte que la somme initiale de 2.600.000 livres avait été divisée en quatre parties, une pour les étudiants africains, une pour les Européens, une pour les Asiatiques et la dernière devant constituer le noyau de la future université.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je suis très reconnaissant au Représentant spécial pour ces renseignements. Je voudrais cependant lui demander des précisions complémentaires. Tout d'abord, je pense qu'il faut conclure de sa déclaration que la somme indiquée à la Quatrième Commission par le Président de la Tanganyika African National Union ne correspond pas au montant provenant du séquestre des biens ennemis.

Je voudrais, par ailleurs, poser une autre question au Représentant spécial au sujet de la somme qui serait disponible pour l'Université. Le Représentant spécial nous a dit, d'une part, qu'il y avait une certaine somme devant constituer le noyau permettant la création de l'Université. D'autre part, il nous a dit qu'on se propose de prendre 24.000 livres par an sur ce fonds pour augmenter le montant des bourses destinées aux étudiants suivant des cours d'université en dehors du Territoire. Auparavant, le Représentant spécial nous avait dit qu'il y avait aussi un amendement à l'ordonnance relative à la gestion du Fonds destiné à la création de l'Université. Tout cela rend l'ensemble de la question assez confus et je serais reconnaissant au Représentant spécial de bien vouloir me fournir des éclaircissements. Est-ce que le montant total va être divisé en deux moitiés, l'une destinée à l'Université et l'autre aux besoins immédiats? S'il en est ainsi, quelle est la signification de l'amendement dont le Représentant spécial a parlé? Dans sa déclaration d'ouverture, le Représentant spécial a dit :

"Sous réserve de l'adoption d'un amendement à l'Ordonnance relative au Higher Education Trust Fund, 24.000 livres supplémentaires seront allouées chaque année au titre des bourses ..." (T/PV.811, p. 26)

Cette déclaration a créé la confusion dans mon esprit sur l'ensemble de la question. Je suis certainement très reconnaissant au Représentant spécial pour les explications qu'il m'a données, mais je serais heureux s'il voulait bien les compléter sur ce dernier point. Quelle relation y a-t-il entre ce montant et la mise à la disposition du fonds des bourses d'une somme de 24.000 livres par an?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La situation est la suivante : comme je l'ai déjà indiqué, il y avait à l'origine une somme de 711.000 livres mise à la disposition d'un conseil d'administration spécialement créé par une ordonnance. Le Conseil d'administration était chargé, par ladite ordonnance, de placer cette somme afin qu'elle porte intérêt, au taux le meilleur possible, mais dans toutes les conditions de sécurité requises, afin que le montant s'en augmente jusqu'au moment où le gouvernement déciderait de créer une université.

La raison pour laquelle un amendement à l'ordonnance a été nécessaire est que les administrateurs, si désireux qu'ils l'eussent été, ne pouvaient pas disposer d'une partie des sommes ainsi placées parce que la loi leur imposait de n'employer les intérêts qu'en vue d'augmenter le capital initial.

Je dois préciser que les 24.000 livres mises chaque année à la disposition du fonds des bourses ne proviennent pas du capital. C'est seulement une partie des intérêts de ce capital initial de 711.000 livres. Par conséquent, le capital initial reste intact; il n'augmentera pas aussi rapidement qu'il l'eût fait si une partie des intérêts n'avait été affectée aux bourses.

Lorsque le Conseil d'administration fut sollicité de disposer d'une partie des intérêts au profit des étudiants africains désireux de poursuivre leurs études à l'étranger, il a reconnu qu'il fallait maintenir un équilibre entre la nécessité d'augmenter le fonds, d'une part, et celle de répondre aux besoins urgents des Africains se rendant dans les universités étrangères, d'autre part. C'est ainsi qu'ils ont accepté d'employer la moitié des intérêts à cette dernière fin. Voilà pourquoi un amendement à l'ordonnance a été nécessaire.

M. RIFAI (Syrie)(interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial. Je comprends très bien la question maintenant. J'ai sous les yeux le texte du discours prononcé devant la Quatrième Commission par le Président de la Tanganyika African National Union, M. Nyerere. Je me référerai à la partie de ce discours qui se rapporte au progrès de l'enseignement dans le Territoire sous tutelle et j'aimerais entendre les observations du Représentant spécial à ce sujet. Le Représentant spécial connaît certainement ce discours; il y a fait allusion lui-même il y a quelques jours. M. Nyerere a dit :

:(Interprétation de séance)

"L'année dernière, le Gouvernement a eu 3.200.000 livres, provenant du séquestre des biens ex-ennemis, à dépenser pour le développement de l'enseignement. Après avoir mis en réserve 800.000 livres pour la future université, le Gouvernement a divisé le reste également entre les trois groupes raciaux : les 25.000 Européens, les 70.000 Asiatiques et les 8 millions d'Africains ont reçu chacun 800.000 livres pour l'enseignement de leurs enfants. C'est ce qu'on appelle l'égalité raciale au Tanganyika. Il est inutile de dire que cette égalité peut plaire au Gouverneur du Tanganyika, mais qu'elle est quelque peu irritante pour les Africains."

Le pétitionnaire a poursuivi en donnant d'autres exemples de discrimination dans ce domaine. Je voudrais savoir ce que le Représentant spécial peut nous dire au sujet de cette déclaration.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Tout d'abord, et quoique, à mon avis, ceci n'affecte pas ma thèse, je doute que le chiffre de 3.200.000 livres soit correct. Je crois que le total était en fait inférieur à ce chiffre, il était probablement de l'ordre de 2.800.000 livres. Mais cela n'influe en rien sur la question en discussion car cette somme, en fait, a été divisée en quatre parties : trois parties égales pour l'éducation, des Africains, des Asiatiques et des Européens, la quatrième partie étant réservée à l'université. Le chiffre que j'ai est de 2.844.000 livres. Il se peut que ce chiffre ait augmenté, mais cela n'affecte en rien le point particulier qu'a fait valoir le représentant de la Syrie.

J'aimerais faire quelques observations sur les commentaires présentés par le président de la Tanganyika African National Union concernant la répartition de ces crédits. Tout d'abord, il ne faut pas ignorer quelle est la source de ces fonds. Ceux-ci n'ont pas été acquis par le gouvernement à la suite d'activités des contribuables. Il s'agit de crédits qui sont strictement dûs au Gouvernement britannique qui aurait pu les revendiquer en tant que partie du règlement d'après-guerre. En d'autres termes, le Gouvernement du Tanganyika n'avait à faire valoir aucune revendication sur ces fonds, car il s'agissait de sommes découlant de biens ennemis. Le Gouvernement britannique, au lieu de tenir compte de ces fonds dans les règlements au titre des réparations ou des compensations, a accepté qu'ils restent dans le Territoire et soient utilisés sur place.

Il faut également se souvenir du fait que ces fonds sont constitués essentiellement par des Européens vivant au Tanganyika et sont le fruit de leur activité et de leur travail. Ils représentent la valeur des domaines qui ont été exploités par les Européens et que l'Autorité a mis sous séquestre au début de la guerre parce qu'il s'agissait de biens ennemis.

D'autre part, se borner à citer un chiffre égal pour les populations africaine, asiatique et européenne, c'est ignorer le fait qu'une quatrième part, d'un montant égal, a été réservée pour l'université, qui servira en fait les intérêts de la collectivité africaine beaucoup plus que ceux d'autres collectivités, pour la simple raison qu'il y a davantage d'Africains que d'autres groupes raciaux

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

dans cette université, et par conséquent les étudiants africains bénéficieront d'un avantage supplémentaire de l'ordre de 95 pour 100 grâce à ce quatrième crédit.

De même, comme je l'ai indiqué, la somme qui a été consacrée à l'enseignement des Européens, c'est-à-dire à la construction de deux nouveaux internats, n'est pas destinée exclusivement à des établissements d'enseignement pour Européens. Les enfants d'autres races, tant Asiatiques qu'Africains, seront autorisés à fréquenter ces établissements si l'on peut les y recevoir et s'ils peuvent eux-mêmes s'adapter à l'atmosphère et aux programmes d'études qui seront appliqués dans ces écoles.

Je crois donc que ces explications placent les observations du Président de la TANU dans une toute autre perspective.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Il y a, dans l'exposé du Représentant spécial, une déclaration qui, de l'avis de ma délégation, demande des précisions. Je serais très heureux qu'il veuille bien me donner des éclaircissements sur ce point et je suis certain que cela pourra faire disparaître certains doutes dans notre esprit.

Le Représentant spécial a dit, en ce qui concerne l'enseignement, que l'Autorité administrante du Tanganyika accueille avec satisfaction les bourses offertes par des gouvernements étrangers, lorsqu'elles sont offertes avec une bonne volonté sincère. Je ne sais pas ce qu'il entend par "bonne volonté sincère". Le Représentant spécial pensait sans doute à la mesure selon laquelle des gouvernements étrangers sont disposés à fournir des fonds suffisants pour alimenter des bourses accordées aux étudiants qui se rendent à l'étranger. Mais j'ai été quelque peu surpris par cette expression, et je voudrais obtenir des éclaircissements sur ce point. J'espère que le Représentant spécial me pardonnera si je lui pose cette question, mais j'ai pensé que l'on pouvait tenir compte de certains éléments afin de rectifier la situation.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non seulement je pardonne au représentant de la Syrie, mais je suis très heureux qu'il m'ait posé cette question, car j'ai ainsi l'occasion d'indiquer au Conseil quelques-unes des difficultés auxquelles le Gouvernement du Tanganyika doit faire face en cette matière.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Il y a un grand nombre de bourses d'études de toutes sortes qui sont offertes et auxquelles les étudiants africains du Tanganyika sont candidats par priorité. La grande majorité de ces bourses est offerte dans un esprit de bonne volonté sincère, c'est-à-dire comme preuve d'un effort désintéressé pour instruire un certain nombre d'Africains du Tanganyika afin qu'ils puissent ultérieurement revenir dans leur Territoire et se rendent utiles à leurs compatriotes dans la construction du Tanganyika de l'avenir. Toutes ces bourses sont offertes avec une bonne volonté sincère, et bien que l'Autorité administrante puisse avoir une certaine opinion quant à la valeur professionnelle ou académique de certaines de ces bourses par rapport à certaines autres, toutes sont offertes, je le répète, dans un esprit de bonne volonté.

Il y a cependant un nombre limité de bourses qui ne sont pas toujours offertes dans un esprit de bonne volonté sincère, mais qui témoignent plutôt d'une tentative d'attirer outre-mer des Africains qui n'ont pas une grande expérience du monde, afin de les endoctriner avec certains concepts qui ne sont pas accueillis favorablement dans les Territoires sous tutelle et qui probablement, ne serviraient pas au mieux les intérêts du Territoire ni ceux des étudiants eux-mêmes.

Je pense que le représentant de la Syrie comprendra, d'après ces explications, ce que j'entendais par les offres faites dans un esprit de bonne volonté sincère.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : J'ai été heureux d'entendre les paroles que vient de prononcer le représentant spécial.

J'en viens à ma dernière question qui découle d'une observation faite par le Représentant spécial en ce qui concerne l'instruction, et que l'on trouve à la page 15 de la déclaration qu'il a fait distribuer. Parlant du problème des boursiers, il a dit que certains étudiants étaient revenus avec des titres insuffisantes pour être employés dans le territoire. A certains égards, leur formation n'était pas suffisamment au point.

Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des renseignements supplémentaires à cet égard et nous dire ce qui est fait pour remédier à cet obstacle? Il doit être possible de suivre une procédure permettant de faire connaître ce genre de problèmes au secrétariat afin que celui-ci attire l'attention des gouvernements qui offrent des bourses d'étude. Ce serait ainsi un moyen de remédier à une situation que certains gouvernements ont pu, sans s'en rendre compte, contribuer à créer. C'est la raison pour laquelle je serais reconnaissant au Représentant spécial de nous préciser à quel égard ces bourses d'étude n'ont pas donné les résultats que l'on était en droit d'espérer.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Peut-être pourrais-je préciser quelque peu cette question en donnant un exemple. Tout d'abord, je ne crois pas qu'une phrase quelconque de ma déclaration puisse être interprétée comme mettant en cause un pays donné. Il y a de nombreuses institutions d'enseignement au Royaume-Uni, par exemple. Si un Africain suit les cours d'une des ces institutions et, après avoir reçu un diplôme ou un document quelconque, retourne au Tanganyika en déclarant : "Je possède tel et tel diplôme de telle ou telle université", il se peut qu'un employeur privé ou que l'administration lui réponde : "Nous sommes heureux de savoir que vous possédez ce diplôme, mais cette pièce ne correspond pas à ce que nous attendions de vous". En d'autres mots, cet étudiant n'aura pas acquis des titres pouvant lui être utiles. Par conséquent, il faut que les titres proposés aux étudiants soient de nature à satisfaire un employeur privé ou l'administration du territoire.

Prenons encore l'exemple d'un étudiant africain ayant reçu une bourse pour suivre des études de droit dans un pays dont le système juridique est différent de celui qui a cours au Tanganyika. Il est évident que cet étudiant, de retour dans son pays, ne pourra pas occuper des fonctions juridiques.

J'espère que ces deux exemples permettront au représentant de la Syrie de comprendre la position exacte du Gouvernement du Tanganyika à l'égard de ce problème. Ainsi que je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, il est proposé que le Comité chargé de ces questions de bourses recherche une solution, en prenant contact, tout d'abord, avec les gouvernements intéressés afin de connaître exactement la valeur des titres offerts à un boursier, et, d'autre part, en avertissant ce boursier des renseignements ainsi obtenus et qu'il pourrait ne pas avoir connus au moment où il a accepté la bourse. Nous ne poursuivons aucun autre objectif que celui de permettre à tous les Africains qui s'inscrivent pour recevoir une bourse d'obtenir des titres pouvant avoir une utilité pour eux au Tanganyika.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous lisons dans le rapport qu'afin de faciliter la construction pour les Africains, le African Housing and Building Fund peut consentir des prêts ou des subventions à des particuliers. Mais on nous signale qu'en 1955, ces prêts ou subventions n'ont été accordés que dans 26 cas en tout. On nous explique qu'un grand nombre d'Africains ont des difficultés à obtenir les garanties nécessaires. Je voudrais demander au Représentant spécial quelles sont les garanties exigées pour accorder de tels prêts ou subventions.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si des prêts tels que ceux dont parle le Représentant de l'Union soviétique étaient consentis, l'intéressé devrait prendre une hypothèque sur la maison qu'il fait construire. J'imagine que c'est la meilleure forme de garantie qu'il pourrait proposer.

Je ne puis accepter les chiffres avancés par le représentant de l'Union soviétique. Le 30 juin 1956, le nombre des maisons africaines dans les régions urbaines - et il ne s'agit pas là seulement des maisons construites grâce à des prêts, car le plan de construction est beaucoup plus étendu et ce système de prêts ou subventions n'en est qu'un aspect - atteignait près de 3.500 édifices. En 1956-1957, 327 nouvelles maisons devaient être construites, portant ainsi le total des constructions à 3.759, chiffre qui marque un net progrès par rapport à la situation régnant précédemment.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le Représentant spécial de ce renseignement, mais je précise que ma question se rapportait exclusivement aux conditions posées pour accorder des prêts. L'Autorité administrante dit qu'en 1955, 26 subventions seulement ont été accordées, et l'on nous explique que si ce chiffre n'a pas été plus fort, c'est parce que de nombreux Africains ont des difficultés à obtenir les garanties nécessaires. Je voudrais connaître la nature de ces garanties. Je ne crois pas avoir obtenu de réponse à ce sujet. Faut-il, par exemple, disposer d'un capital minimum pour obtenir une subvention ou un prêt? Est-il possible à n'importe quel Africain disposant d'un revenu moyen de recevoir une subvention à la construction?

M. FLETCHER-COOK (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne puis donner au représentant de l'Union soviétique des précisions sur les conditions posées à ceux qui désirent obtenir une subvention de ce genre. Evidemment, à moins qu'un Africain ne se propose d'aménager ce que nous appelons un "terrain aliéné" - ce que font beaucoup d'entre eux - il ne pourra offrir sa terre en garantie d'un prêt. De nombreux Africains ont acheté à des Européens ou à des Asiatiques des terrains qui étaient considérés précédemment comme aliénés et qui, maintenant, se trouvent donc dans des mains africaines. Les autochtones construisent souvent leur maison sur ce genre de terrain, dans les régions urbaines, et dans ce cas ils peuvent offrir leur terrain comme garantie, ou encore la maison en construction. Mais s'ils ne disposent pas d'un terrain de ce genre, ils ne peuvent donner cette garantie.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe maintenant à une question qui a déjà reçu une réponse partielle après une question posée par le représentant du Guatemala; il s'agit des châtiments corporels. Dans son rapport, l'Autorité administrante signale qu'en 1955, le nombre de personnes ayant subi des châtiments corporels a été de 1.677. Le Représentant spécial peut-il me dire si les châtiments corporels sont appliqués à des Européens également ?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Certainement : si le tribunal inflige ce châtiment à un Européen, à un Asiatique, à un Africain ou à une personne de tout autre race, ce châtiment lui sera appliqué. Je ne peux pas dire si les délits passibles de châtiments corporels ont été commis par des individus d'une certaine race; mais je peux assurer le représentant de l'Union soviétique que les tribunaux ne feront aucune discrimination en l'espèce.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le Représentant spécial pour ce renseignement utile. Mais ne pourrait-il pas me donner quelques précisions ? S'était-il produit des cas d'application de cette peine à des Européens? Par exemple, sur les 1.677 personnes ayant subi des châtiments corporels, combien y avait-il d'Européens ?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Durant toute la période des questions, les membres du Conseil auront certainement eu l'impression que le Gouvernement du Tanganyika s'est efforcé, dans la mesure la plus large possible, d'éviter toute apparence d'une division des autochtones du Tanganyika en communautés différentes. Nous n'avons plus - si même nous en avons jamais eu - de listes distinctes des contribuables par communauté. Au point de vue du revenu intérieur, il n'y a pour nous que des contribuables; il n'y a pas des Européens, des Asiatiques ou des Africains. Il en est de même en ce qui concerne les malades hospitalisés; il y a des malades en première classe, en seconde classe ou en troisième classe. A la fois dans les hôpitaux et dans les prisons, les personnes sont mises en première classe parce que c'est leur cadre normal, que ce soit en prison ou dans un hôpital. De même, les tribunaux ne font aucune distinction d'après la race des personnes qu'ils condamnent à des

châtiments corporels. Par conséquent, je ne peux pas donner de réponse précise au représentant de l'Union soviétique. Tout ce que je puis lui dire, c'est que tous les condamnés, pour autant que je le sache, sont des Tanganyikais.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En posant ma question, je n'ai nullement cherché à encourager l'Autorité administrante à étendre les châtiments corporels à des Européens. Au contraire : nous sommes les adversaires les plus tenaces de cette mesure; nous sommes opposés aux châtiments corporels, où qu'ils soient et à qui que ce soit qu'ils soient appliqués. Dans les conditions actuelles du Tanganyika, les châtiments corporels, ainsi que nous l'avons dit à maintes reprises sont un symbole de l'esclavage, ne s'appliquent qu'aux Africains; par conséquent, ils sont une manifestation inadmissible de la discrimination raciale.

Ma dernière question porte sur l'enseignement. Nous savons que, dans le Territoire, il existe des écoles pour les Asiatiques, des écoles pour les Africains et des écoles pour les Européens; ces écoles sont complètement séparées. Est-ce que, s'ils le désirent, les Africains peuvent envoyer leurs enfants dans les écoles destinées à des Européens?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour le moment, la réponse à cette question est négative. Mais, ainsi que je l'ai déjà dit, les deux nouveaux internats qui sont actuellement en construction pour des écoles secondaires, accepteront des internes de toutes les races. Le Conseil a déjà été mis au courant des raisons pour lesquelles il est virtuellement impossible en ce moment d'instituer un système d'enseignement multiracial au niveau primaire. A l'origine, ce système a été adopté pour l'enseignement supérieur, comme il est pratiqué à Makerere et ailleurs encore. En ce moment, nous envisageons de l'introduire dans l'enseignement secondaire et nous espérons qu'en temps voulu il sera également adopté pour l'enseignement primaire. Mais cette réforme doit être effectuée graduellement.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le Représentant spécial pour cette explication. Mais je lui ferai remarquer que, si la politique consiste à appliquer le même traitement à toutes les races dans le Territoire, il est permis de se demander pourquoi les Africains, qui estiment que leurs enfants sont capables de suivre

l'enseignement donné dans une école anglaise, n'ont pas le droit d'envoyer leurs enfants à l'école qui d'après eux leur convient le mieux. Pourquoi l'Africain doit-il attendre l'avenir pour envoyer ses enfants dans une école donnant un enseignement interracial ? S'il y a égalité de traitement pour toutes les races, l'Africain devrait avoir le droit de décider lui-même à quelle école il veut envoyer ses enfants.

A cet égard, je voudrais attirer l'attention du Représentant spécial sur un article publié par le Kenya Weekly News, où il est dit, à propos de l'enseignement, soi-disant fondé sur des principes non raciaux : "Les parents européens craignent que les portes de leurs écoles ne soient ouvertes aux enfants d'autres races et que, ces derniers étant tellement nombreux, leurs propres enfants seront noyés parmi eux; ils craignent en outre que la qualité de l'enseignement ne baisse." Cet article du Kenya Weekly News décrit très exactement la situation. Par conséquent, le désir des Africains d'envoyer les enfants à l'école est tellement vif, les Africains désirent tellement que leurs enfants suivent l'enseignement de ces écoles, qu'il existe déjà une crainte que ce mouvement des Africains ne submerge

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Je regrette d'avoir à interrompre le représentant de l'Union soviétique. Mais je voudrais lui demander de se borner, à cette étape, à poser des questions et de réserver ses observations plus développées, à une étape ultérieure de l'examen de ce point.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne comprends pas pourquoi je suis rappelé à l'ordre par le Président avec des commentaires aussi déplacés. Je parle sur le fond de la question, sur la base même de l'enseignement donné au Territoire sous tutelle du Tanganyika sous administration britannique. Je ne vois pas ce qui peut motiver l'observation que le Président vient de me faire en m'interrompant.

D'autre part, si le Président considère qu'il est indispensable de faire usage de l'autorité que lui confère son poste au Conseil de tutelle, il a eu bien des occasions de le faire auparavant, lorsque d'autres membres du Conseil ont dépassé le cadre du point en discussion.

C'était ma dernière observation. Pour conclure, je remercie le Représentant spécial pour les explications qu'il a bien voulu me donner.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Avant de lever la séance, je voudrais communiquer au Conseil de tutelle les renseignements suivants qui concernent sa décision d'entendre deux pétitionnaires du Tanganyika, M. Julius Nyerere, Président de la Tanganyika African National Union, et le Chef Thomas Marealle, Chef supérieur des Wachagga. S'il n'y a pas d'objection, le Conseil entendra le Chef Marealle à la fin de la période des questions adressées au Représentant spécial, cet après-midi. M. Nyerere n'est arrivé à New-York qu'il y a un ou deux jours et il n'est pas prêt à prendre la parole devant le Conseil. Si le Conseil est d'accord, nous l'entendrons demain matin.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.